

Gilles Pélisson, PDG de TFI, a renoncé à la part variable de son salaire pour 2016, un demi-million d'euros, au vu de résultats financiers décevants.

ÉCONOMIE

Une nouvelle vague de Français à Bruxelles

ENTREPRENARIAT Ils sont de plus en plus jeunes et commencent par venir étudier

- Ils ne sont pas que des nantis qui fuient l'ISF.
- Mais qu'est-ce qui les attire ici ?
- Quel regard portent-ils sur les élections ?

Il y a encore quelques mois, nous avions préparé un kit d'informations pour nos membres misant sur un éventuel retour en France en cas de victoire de François Fillon. Aujourd'hui, c'est plutôt le scénario d'un afflux massif en cas d'hy-po-thé-ti-que élection de Marine Le Pen auquel on se prépare », ne cache pas Stéphanie Sellier, comme pour conjurer le mauvais sort. Cette Parisienne, normande d'adoption, vit en Belgique depuis huit ans. Elle a développé à Bruxelles, avec son associée belge Murielle Chapelle, le réseau French-Connect.

« Nous aidons les Français à s'installer en Belgique, à bien y vivre et à y faire du business. » Les élections qui approchent et leur imprévisibilité sont forcément le sujet de conversation numéro un de cette large communauté hétéroclite : des fonctionnaires européens, des employés dans des filiales d'entreprises françaises, des entrepreneurs divers (start-up, horeca, boutiques...), beaucoup plus d'étudiants qu'on ne pense et... des rentiers riches, dont quelques « people » qui ont défrayé la chronique.

A en croire Stéphanie Sellier, « cette petite minorité » qui s'est installée en Belgique principalement pour des raisons fiscales est de moins en moins nombreuse, même si son pouvoir d'achat continue de peser

PRÉSIDENTIELLE
2017
J-23

lourd, car il y a tout simplement moins de gros succès industriels français et donc de toutes grosses fortunes (récentes). En outre, il y aurait tellement de techniques d'ingénierie fiscale pour contourner l'impôt sur la fortune (ISF) sans devoir s'exiler. Enfin, ces « happy few » qui se baladent au gré des opportunités fiscales ne jureraient plus que par le Portugal, Lisbonne en particulier, avec sa taxation avantageuse, son immobilier très concurrentiel et son... soleil.

French-Connect, qui revendique 8.000 membres, joue l'ouverture aux Belges et veut rompre justement avec le cliché de « ghetto doré » des Français



Stéphanie Sellier vit en Belgique depuis huit ans. Elle a développé à Bruxelles, avec son associée belge, le réseau French-Connect.

© BRUNO DALMONTE

qui vivent entre eux dans les beaux quartiers d'Uccle ou Ixelles. « Notre but est que les Français et les Belges puissent mieux travailler ensemble. Parmi nos quelque 40.000 lecteurs, 50% sont des Belges. Et une majorité sont prioritairement intéressés par les sujets économiques. »

Mais qu'est-ce qui attire les entrepreneurs français chez nous ?

Pour les fondateurs de start-up, on en revient vite à un (autre) argument fiscal : l'absence de taxation sur les plus-values (en cas de revente d'une entreprise).

« On ne peut nier que beaucoup d'entrepreneurs et investisseurs viennent en Belgique pour cette raison. C'est un argument à la fois économique et psychologique. Pour beaucoup de chefs d'entreprise, il est tout simplement irrecevable de céder plus de 45% à l'Etat français lors de la revente de leur entreprise (NDLR : les plus-values mobilières sont soumises en France aux barèmes progressifs d'imposition sur le revenu) », épingle Stéphanie Sellier. « Cet avantage compense le coût du travail globalement plus élevé en Bel- »

gique. »

Si ce n'est pour les très riches et des fondateurs de start-up à succès, la Belgique est toutefois loin d'être un paradis fiscal pour la majorité des autres entrepreneurs français « lambda ». « Que l'on soit salarié ou indépendant, la taxation sur le travail est globalement plus favorable en France. »

Reste donc d'autres facteurs d'attractivité moins sonnants et trébuchants pour nos voisins du sud :

« L'emplacement de Bruxelles au cœur de l'Europe est une évidence, qui offre un rayonnement pour conquérir des marchés étrangers. Et la Belgique permet d'aborder un public plus multiculturel qu'à Paris. » Et puis, il y a cette qualité de vie, cette courtoisie aussi, que nos cousins francophones apprécient. Même si un certain sentiment anti-français existe bel et bien et peut rendre parfois l'intégration difficile.

Tous les Français ne sont évidemment pas des exilés fiscaux qui font grimper l'immobilier et considèrent notre pays comme une région de France, mais le stéréotype est souvent dur à vivre. « On peut y voir un réflexe d'auto-défense naturel d'un petit

CHIFFRES

Les Français en Belgique

Ils sont environ **160.000** enregistrés au Consulat de France. Mais leur nombre réel dépasse les **250.000**. En augmentation de près de **50%** depuis 10 ans. **55%** résident à Bruxelles ou dans les 2 Brabants. **12.000** ont le statut d'indépendant. Environ **600** entreprises françaises sont répertoriées en Belgique

Sources : Consulat de France en Belgique, CCI France Belgique, Inast

pays qui a peur d'être envahi. Parmi les élites, certains cercles ne sont pas spécialement ouverts, mais c'est la même chose à Paris », nous confie un entrepreneur quadragénaire. « Une certaine frange privilégiée de mes compatriotes entretient elle-même une forme de ghettoïsation en exportant un mode de pensée caricatural, notamment sur l'élitisme des "grandes écoles" françaises », lâche un entrepreneur fraîchement diplômé.

Lancer leur business

Le contingent d'entrepreneurs français « exilés » en Belgique depuis l'élection « rouge » de François Mitterrand en 1981 et les nombreuses vagues-hésitations ensuite autour de l'ISF (encore sous Nicolas Sarkozy)

cede visiblement le pas à une nouvelle vague d'entrepreneurs plus jeunes. « Des milliers de jeunes Français viennent faire leurs études en Belgique, y trouvent parfois l'amour et décident d'y rester pour lancer leur business, observe Stéphanie Sellier. Par ailleurs, comme le coût du logement devient intenable à Paris, certains jeunes actifs préfèrent s'exiler dans la capitale la plus proche et comme les emplois sont rares, ils créent le leur. »

On ne compte plus en effet les start-up franco-belges qui voient le jour dans le giron de l'incubateur de l'école de commerce Solvay, dans la communauté « tech » BetaGroup, à Molengeek, au sein de l'écosystème Co.Station, ou comme « fintech » sur l'avenue Louise. Régulièrement, cet entrepreneuriat franco-belge trouve d'ailleurs un soutien financier auprès des plus anciens, riches héritiers ou entrepreneurs à succès reconvertis en « business angels » et prêts à prendre quelques risques pour la relève. La « fintech » bruxelloise Edebex a par exemple trouvé son investisseur via le réseau French-Connect.

Assurément, sans l'accent français, il y a fort à parier que Bruxelles serait beaucoup moins entrepreneuriale. ■

LE TEMOIN

« Ce n'est pas un président qui nous fera quitter Bruxelles »



Le Français Olivier Brisac fait partie de cette nouvelle génération d'entrepreneurs « tech » qui font du business entre Paris et Bruxelles.

C'est sa fonction de directeur commercial pour le groupe Smartbox (Bongo, etc.), entre Anvers et Paris, qui l'amène à s'installer à mi-chemin, à Bruxelles, en 2010. L'absence de taxation sur les plus-values et la « qualité de vie dans une ville verte et cool » le pousseront à y rester avec sa famille. Entre-temps, il lancera Kill-MyBill, une application de comparaison de prix de l'énergie (revendue à Je-chemin.fr) et plus récemment l'accélérateur pour start-up Co.builders. « Un écosystème intéressant se construit ici, notamment pour la "fintech", mais aussi dans la réalité virtuelle ou l'internet des Objets. Pour moi, Bruxelles est plus qu'un siège social. Nous sommes ici pour croître et engager du personnel. »

Les élections pourraient-elles y changer quelque chose ? « Une frange marginale de l'ancienne expatriation envisageait déjà un retour au pays si Fillon passait... » Macron et son discours « pro-start-up » pourraient-ils rapatrier des entrepreneurs tech ? « Certains ont l'air d'y croire. Pour ma part, ce n'est pas un nouveau président qui va changer grand-chose quand on s'est habitué avec sa famille à une certaine qualité de vie ici. »

L'entrepreneur-investisseur est membre actif de #FrenchTech Brussels, déclinaison locale d'un mouvement né en 2013 en France à l'initiative de la secrétaire d'Etat Fleur Pellerin (amplifié ensuite par Emmanuel Macron) et qui vise à faire rayonner la technologie française à l'étranger. La jeune ASBL FrenchTech Brussels cherche à créer des ponts entre les entrepreneurs « tech » français et des initiatives locales. « Ceux qui ont réussi ont le devoir de partager leurs expériences avec la communauté. »

OLIVIER FABES

O.F.